

**Chine - Relations bilatérales -
Discours de M. Jean-Yves Le Drian,
ministre de l'Europe et des affaires
étrangères, devant le Chinese
Business Club
(Paris, 05 février 2018)**

- Seul le prononcé fait foi -

Mesdames et Messieurs les Députés,

Madame la Maire,

Mesdames et Messieurs, Chers Amis,

Je suis heureux d'être parmi vous aujourd'hui pour évoquer les relations entre la France et la Chine ; relations dont vous êtes des acteurs dynamiques. J'ai également vu avec un grand intérêt que votre dernière invitée en décembre était ma collègue, la ministre des sports, Laura Flessel, avec qui j'aurai le plaisir de me rendre à l'ouverture des Jeux olympiques en Corée, dans quelques jours.

Je commencerai par évoquer brièvement le contexte politique dans lequel s'inscrit aujourd'hui la relation bilatérale franco-chinoise. Je ne surprendrai personne en rappelant que la capacité de notre économie à se projeter à l'international, comme l'attractivité de notre territoire pour les investisseurs sont, pour le président de la République et le gouvernement, des objectifs politiques majeurs, l'une des clés de la maîtrise par la France de son destin, l'une des clés également de la capacité de notre pays à peser dans les relations internationales.

Vous connaissez les réformes économiques et sociales que nous mettons en oeuvre depuis huit mois. Elles répondent à cette exigence d'adaptation aux transformations de l'économie globalisée, selon deux priorités : d'abord, restaurer la compétitivité de l'économie française en libérant le marché du travail, en améliorant notre système de formation professionnelle et universitaire et en favorisant l'investissement privé ; ensuite, dynamiser l'attractivité de notre territoire pour les investisseurs, mais aussi pour les touristes. L'organisation du sommet «Choose France», les différentes annonces d'investissements qui y ont été faites, constituent une illustration concrète de l'image renouvelée dont dispose la France auprès des décideurs économiques internationaux.

La diplomatie économique offensive que j'entends conduire accompagne, soutient et veut amplifier cette dynamique positive, avec un objectif très clair : faire que la France soit mieux

identifiée et perçue à l'international pour ce qu'elle est aujourd'hui : une puissance de la recherche, de l'innovation, de la transition énergétique, du numérique, de l'industrie du futur et une grande place financière. Cela ne veut pas dire que la France ne reste pas influente dans les domaines qui lui sont plus traditionnellement associée comme le luxe, la gastronomie, l'art de vivre en général, mais ce que je veux souligner, c'est que la France innove dans tous les domaines y compris ceux-là.

Dans la période instable que nous traversons, une période où les incertitudes n'épargnent pas la sphère économique, le continent asiatique représente pour la France un enjeu majeur. Je lui accorde une priorité à la mesure de ce que la région porte et signifie aujourd'hui pour la croissance mondiale comme pour les équilibres internationaux. La force de la France tient justement aux partenariats qu'elle entretient avec l'ensemble des acteurs de la région, avec l'Australie, avec l'Inde, avec le Japon - où je me suis rendu la semaine dernière -, et bien sûr avec la Chine. C'est cette approche qui nous permet de concourir à un équilibre indispensable à la stabilité et au développement du continent asiatique et de la zone Asie-Pacifique dans son ensemble.

Les ambitions que je viens de rappeler dans le domaine économique s'appliquent évidemment par excellence à notre relation avec la Chine. La visite du président de la République à Xi'an puis à Pékin au début du mois de janvier, l'une des premières d'un chef d'Etat européen depuis le XIXe congrès, a justement permis de déterminer le périmètre de notre coopération et d'en tracer les grandes orientations au tout début du quinquennat, j'y viendrai dans un instant.

Mais avant cela, quelques mots sur l'importance réciproque de cette relation pour nos deux pays. Le président l'a dit lors de sa visite, ce que nous voulons avec la Chine c'est une relation économique équilibrée et réciproque.

La présence des entreprises françaises en Chine est ancienne ; elle n'a eu de cesse de se développer ces dernières années. J'ai d'ailleurs rencontré les membres de la chambre de commerce et d'industrie française en Chine lors de mon déplacement à Pékin en novembre dernier ; certaines de ces entreprises firent oeuvre de pionnier, dès les années 1960 et 1970. Aujourd'hui, le nombre d'entreprises françaises cherchant à développer des activités en Chine ne cesse de croître.

Preuve de ce dynamisme, alors que le commerce mondial a connu un ralentissement ces dernières années, les échanges commerciaux entre la France et la Chine ont continué à se développer. Ils représentaient l'an passé un total de 62 milliards d'euros. La Chine est aujourd'hui le 2e fournisseur de la France et nous sommes le 2e fournisseur européen de la Chine. Ces résultats prouvent l'intérêt mutuel des consommateurs de nos deux pays pour les services et les produits que nous échangeons.

Ils s'inscrivent également dans un contexte où la Chine connaît des mutations considérables. Son taux d'urbanisation avoisine désormais les 60%, le pouvoir d'achat de sa population a considérablement augmenté, elle a réalisé des progrès fulgurants en matière de recherche, de développement et d'innovation.

À ces succès se mêlent autant de nouveaux défis, qu'il s'agisse de l'environnement ou du vieillissement de sa population. Dans ces différents secteurs la France et singulièrement les entreprises françaises ont développé des savoir-faire qui les rendent très compétitives au plan international. Ces défis sont donc autant d'opportunités de coopération entre la France et la Chine.

Nombre de nos entreprises ont également compris que notre coopération devait s'appuyer sur deux volets indissociables, et combiner exportation et investissement dans leur stratégie de conquête du marché chinois. Je pense à Airbus, aux constructeurs de la filière automobile française (Renault, PSA, Valéo, Michelin), aux industries spécialisées dans les équipements urbains telles que Schneider Electric, Air Liquide et bien d'autres. Au total, les investissements réalisés par l'ensemble des entreprises françaises font de la France le premier employeur européen en Chine.

Signe de cette bonne dynamique, près de 50 accords régaliens et contrats commerciaux ont été signés durant la visite du président de la République, notamment dans les secteurs industriels structurants que sont l'aéronautique et le nucléaire civil. 2018 sera d'ailleurs l'année de mise en service de l'EPR de Taishan, nouvelle étape historique qui illustre la qualité et la longévité du partenariat entre les industriels français et chinois dans le secteur de l'énergie. Des engagements ont également été pris dans les nouveaux champs de coopération que je mentionnais à l'instant.

Mais la Chine est aussi le pays avec lequel nous avons le déficit commercial le plus important, à hauteur de 30 milliards d'euros en 2016. Le rééquilibrage de nos échanges est donc un axe de travail prioritaire.

Nombreux pourtant sont les groupes français qui ont de grandes ambitions en Chine, qui souhaitent faire davantage, mais qui se heurtent à une réglementation complexe, voire dans certains cas à des obstacles pour exporter. Le président de la République a mis un accent particulier, durant sa visite, sur les difficultés rencontrées par les exportateurs du secteur agroalimentaire. Nous devons travailler ensemble à l'identification de ces difficultés et à leur résolution, dans un esprit de dialogue et de concertation. La mission que j'ai confiée au début de l'année à Jean-Pierre Raffarin permettra notamment de recueillir les préoccupations des entreprises françaises, et les relayer en Chine au niveau le plus approprié.

De façon symétrique, le nombre de groupes chinois souhaitant investir en France augmente. Je suis d'ailleurs heureux de saluer les représentants des groupes chinois présents parmi nous aujourd'hui. Comme le président de la République l'a affirmé, notamment devant une délégation de membres du forum de Boao qu'il a reçus à l'Élysée cet automne, nous souhaitons accompagner ce mouvement, clarifier les secteurs dans lesquels vos investissements sont les bienvenus, et au besoin vous proposer un accompagnement adapté à vos attentes.

Je crois également utile de rappeler que, dans l'esprit du président de la République, notre dialogue bilatéral est inséparable de l'affirmation de l'Europe comme une puissance économique et commerciale à part entière, unie et coordonnée. Cela vaut bien sûr s'agissant de l'initiative chinoise des «nouvelles routes de la soie». Le président a salué cette initiative - la France est prête à jouer un rôle moteur en Europe pour y travailler avec la Chine - mais il

aussi énoncé un certain nombre d'attentes.

- Premièrement, pour être viables, pour être des instruments réels de développement et non les moyens d'une nouvelle hégémonie, les routes de la soie doivent fonctionner à double sens, elles doivent être le lieu d'une coopération équilibrée, de sorte que tous ceux qui y prendront part pourront en retirer des bénéfices, en termes d'emplois et de croissance ;
- Deuxièmement, les routes de la soie doivent être conformes aux règles et principes du droit international ;
- Enfin les routes de la soie doivent être «vertes», le président l'a rappelé à Davos, conformément d'ailleurs au soutien de la Chine à l'Accord de Paris sur le climat.

Nous souhaitons renforcer notre partenariat avec la Chine face aux défis globaux que la coopération internationale doit relever. C'est le cas bien sûr de la lutte contre le réchauffement climatique mais aussi de la menace terroriste ou des crises de prolifération comme en Corée du Nord. C'est le cas s'agissant de l'effort de solidarité que nous devons conduire à l'égard du continent africain. C'est aussi le message que le président Macron a porté à ses interlocuteurs chinois durant son déplacement.

Mesdames et Messieurs,

Alors que s'ouvriront dans quelques jours, les Jeux olympiques de Pyeongchang, je tiens bien sûr à saluer les champions français qui sont présents dans la salle. À cet égard, parmi les chantiers sur lesquels nous pourrions nous appuyer pour approfondir les partenariats existants et en développer de nouveaux, je pense bien sûr aux Jeux olympiques qui seront accueillis successivement à Pékin en 2022 puis à Paris en 2024. Les Jeux d'hiver de Pékin seront une très belle opportunité pour faire valoir l'expertise et l'excellence françaises dans ce domaine. Et quoi de mieux que «Paris 2024» pour lancer une nouvelle invitation aux touristes chinois déjà nombreux dans notre pays.

Mesdames et Messieurs,

Vous savez que j'ai pour habitude de faire rimer les discours et les actes. J'espère donc bien retourner en Chine au printemps, afin de poursuivre le dialogue engagé avec nos homologues à Pékin, notamment sur les enjeux de commerce et d'investissements croisés. Derrière ces négociations, ce sont de futurs partenariats franco-chinois qui se dessinent, et de nouvelles opportunités pour vous. Leur réussite passe par une coordination renforcée entre l'action publique et vos propres efforts. C'est la condition du succès de notre diplomatie économique. J'y suis particulièrement attaché.

Un dernier mot pour nos amis chinois qui célébreront bientôt le Nouvel An. En Chine, la Fête du printemps est un temps de retrouvailles familiales et d'attente du renouveau ; on se souhaite le bonheur et la réussite. Aussi avec un peu d'avance je vous souhaite, je nous souhaite une

année pleine de projets concrets, de succès partagés et d'échanges franco-chinois dans tous les domaines.

Je vous remercie./.